



RÉSULTATS DE RECHERCHE RÉCENTS

avril 2003

Logement abordable : un enjeu pour les enfants

Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques

- Au cours des dernières années, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ainsi que les chefs autochtones ont tenté de renforcer les politiques aidant les enfants canadiens et leur famille grâce au Plan d'action national pour les enfants.
- La qualité, le coût, le mode d'occupation et la stabilité du logement jouent tous un rôle dans l'atteinte des résultats souhaités en matière de santé, de sécurité, d'éducation et de développement social.
- Les quatre objectifs poursuivis par le Plan d'action national pour les enfants visent à promouvoir la santé, la sécurité et la protection, l'apprentissage réussi, l'engagement social et la responsabilité chez les enfants.
- À l'heure actuelle, le Canada est le seul pays industrialisé qui n'a pas de politique nationale sur le logement. Le logement est essentiel à toute stratégie d'investissement dans l'avenir des enfants canadiens.
- Faits à noter : 1,7 million de ménages canadiens ont des « besoins impérieux de logement ». Il y a 1,15 million de ménages qui sont locataires et consacrent en moyenne 47 p. 100 de leur revenu au loyer. Selon les recommandations de la SCHL, le coût d'un logement convenable ne devrait pas excéder 30 p. 100 du revenu du ménage.
- En 1989, près de 10 000 logements sociaux ont été construits au Canada, comparativement à 1 500 seulement en 1998.
- D'après les conclusions de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), un logement stable, sûr et sécuritaire est crucial pour assurer la croissance et le développement sains de l'enfant.
- Les parents aux prises avec des ressources financières limitées pour payer le logement et subvenir aux autres besoins de leurs enfants éprouvent énormément de stress et ont moins de temps à consacrer à leurs enfants.
- La pénurie de logements destinés aux familles avec enfants qui sévit au Canada n'est pas passée inaperçue auprès de l'ONU. En effet, cette dernière a sévèrement critiqué le gouvernement canadien de ne pas avoir agi pour régler ce problème social grandissant.
- Une chose est sûre : le Canada est très fier de ses politiques sociales, mais il doit intervenir s'il veut que les familles et les enfants du Canada puissent combler un des besoins les plus fondamentaux, celui d'avoir un logement décent.

On peut obtenir une copie du rapport en s'adressant à la Direction de la planification, de la recherche et de l'évaluation.

Personne-ressource : Allan.English@gnb.ca